

LES CARACTERES TRANSNATIONAUX DES ENJEUX GEOPOLITQUES DES CRISES MILITARO-POLITQUES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Emmanuel GONOFIO

gonofioe@yahoo.com

Département de géographie

Université de Bangui

Submitted: 2021-02-26

valued: 2021-03-24

validated: 2021-03-30

RESUME :

Depuis près de vingt ans déjà, l'enjeu des frontières associé aux agissements des forces et groupes armés se situe au cœur des préoccupations en matière de respect des droits de la personne. Pourtant, en dépit de cette mobilisation, les droits les plus élémentaires des enfants continuent de faire l'objet de graves violations dans de nombreuses situations de conflit, ce qui a des conséquences catastrophiques pour ces enfants et les collectivités auxquelles ils appartiennent.

En République Centrafricaine, la question du respect des frontières connaît une nouvelle actualité. Dans quelques régions frontalières, des bandes armées transmigrantes n'ont cessé de se former et sont en quête d'opportunité et de prédation. Provenant des frontières libres de surveillance, elles s'agrègent et se réforment sans cesse en fonction des circonstances tactiques et perdurent grâce à la libre circulation qui caractérise les zones frontalières du pays avec comme conséquence l'enrôlement des enfants.

Mots clés : Conflit, géopolitique, groupes armés, frontières.

ABSTRACT

For more than twenty years now, the issue of borders associated with schemes of armed forces and groups has been at the heart of concerns in terms of respect for human rights. Yet, despite this mobilization, the most basic rights of children continue to be seriously violated in many conflict situations, with devastating consequences for these children and the communities to which they belong. In the Central African Republic, the issue of border respect is becoming increasingly a topical. In some border regions, transmigrant armed bands have continued to form and are in search of opportunity and predation.

Coming from the borders free of surveillance, they are constantly aggregated and reformed according to the tactical circumstances and endure thanks to the free movement which characterizes the borders areas of the country with the consequence of the enrollment of children.

Keywords : Conflict, geopolitics, armed bands, borders.

Si cet article vous intéresse, vous pouvez le [télécharger gratuitement](#) ici.

INTRODUCTION

Les rebellions observées en République Centrafricaine (RCA) entrent dans le cadre de logiques particulières. Les régions du centre et du nord de la RCA ont subi, depuis les premières années de l'indépendance, des troubles ininterrompus, plus ou moins graves et violents, suivis des revendications sociales et politiques. Le pays a ainsi connu plusieurs moments d'instabilité sociopolitique, depuis l'installation du premier gouvernement de la République en 1960 jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Président Faustin Archange Touadéra, le 30 mars 2016.

En considération de toutes ces situations, on constate que la RCA est l'un des pays les plus « *polémologènes* » du continent africain où la guerre est quasiment endémique et où le phénomène de militarisation des enfants dans les conflits armés est récurrent. Ce phénomène se justifie par l'existence d'un « *continuum conflictuel* » du fait d'un décloisonnement des frontières et des caractères transnationaux des enjeux géopolitiques.

De nombreux travaux ont déjà été consacrés à la problématique de l'enrôlement des enfants dans les groupes armés en République Centrafricaine. Toutes ces documentations analysent et décrivent le comportement des enfants impliqués dans les conflits et éclairent le phénomène de la militarisation de l'enfance. Dès 1996, Rachel Brett et Margaret McCallin ont ouvert la voie par leur ouvrage intitulé *Children, the Invisible Soldiers* (1996)¹. Cet ouvrage pionnier est considéré comme une référence incontournable de l'étude de la militarisation des enfants. Il permet une première approche de l'analyse, de l'appréhension de la réalité et de l'ampleur du phénomène des enfants associés aux forces et groupes armés.

L'objet de cet article est de formuler quelques réponses aux espaces frontaliers comme lieux de militarisation des enfants. Nous évoquerons d'abord les contextes historico-politiques et socio-économiques des crises en RCA, ensuite les désordres nés de la porosité des frontières et enfin nous examinerons les facteurs de conflits transfrontaliers... En guise de conclusion, nous faisons ressortir les aspects qui méritent des études plus fouillées sur la militarisation des enfants.

¹ Voir aussi le site internet de la coalition internationale pour mettre fin à l'utilisation d'enfants-soldats.

Pour citer cet article : GONOFIO E., « Les caractères transnationaux des enjeux géopolitiques des crises militaro-politiques en République Centrafricaine », *Annales de l'Université de Bangui*, série A, n° 14, mars 2021, www.credef-ub.org/

1. Contextes historico-politique et socio-économique du pays

1.1. Le Contexte historico-politique

Indépendante le 13 août 1960, la République Centrafricaine se singularise dans la sous-région d'Afrique centrale par de soubresauts sociopolitiques. Ce contexte difficile est la résultante des crises militaro-politiques récurrentes et surtout d'une méconnaissance à l'extérieur des potentialités en ressources humaines et naturelles moins valorisées. Cette situation est à rechercher dans la faiblesse du poids identitaire de ce pays dans le système de représentation des autres nations tant à l'échelle sous régionale, continentale qu'internationale.

Du point de vue de l'histoire politique et de la géopolitique, la Centrafrique a connu une évolution sociopolitique tumultueuse depuis la période coloniale marquée par les insurrections paysannes de 1928 à 1931 (*la guerre de Kongo-wara*), la disparition tragique de son fondateur Barthélémy BOGANDA, les coups d'Etat, les changements capricieux de la forme de l'Etat², les mouvements militaro-politiques à travers des rebellions hétéroclites mettant en péril des régimes démocratiquement élus en 2005 et 2016.

Ce parcours dans le désordre de l'histoire politique centrafricaine met en exergue les propriétés caractéristiques d'un Etat en déliquescence à savoir l'instabilité institutionnelle, la personnalisation des pouvoirs étatiques, la clientélisation de la gestion politique et des transitions étatiques, la fragilité économique aggravée, les tensions ethniques récurrentes, la dépendance stratégique vis-à-vis de la France posée en tuteur perpétuel en dépit de son recul tactique au profit de l'hégémonie militaro-politique du Tchad, la dépendance géostratégique et géoéconomique à l'égard du Cameroun en raison de l'enclavement territorial.

Le pays aborde le troisième millénaire avec beaucoup de difficultés et de défis dans un contexte national de crises itératives jadis marquées par des coups d'Etat, des mutineries militaires et récemment par le recours au mercenariat avec les leaders de la coalition Séléka³. Les crises entraînant souvent les transitions politiques se font en dehors des cycles d'alternance démocratique définis dans la Constitution nationale. Les changements opérés ne sont pas de nature à garantir la paix sociale, la performance de la machine économique et par conséquent le développement humain durable. Ils semblent devenir plutôt une pathologie chronique dont

²Passage de la République à l'Empire sous le régime militaire de Jean Bedel BOKASSA

³ Terme qui veut dire alliance en sango, langue officielle de la République Centrafricaine.

les causes sous-jacentes échappent à la compréhension des analystes politiques de la République Centrafricaine.

Tous les efforts de construction politique post BOGANDA, allant de sa disparition tragique le 29 mars 1959 à nos jours, se sont faits dans un contexte de gestion posthume des référentiels identitaires légués à la postérité. Le reformatage inventif et prospectif de ses idéaux politiques aurait permis de consolider les fondements philosophiques partagés de la centrafricanité. Malheureusement, ce travail a été délaissé au profit des initiatives isolées dominées par des travestis et dérapages. Pour les générations des Centrafricains nés en 1990, plus de quarante-neuf (49) années les séparent de Barthélemy Boganda décédé le 29 mars 1959. Les repères historiques que le pays offre à cette génération sont infimes.

Les régimes successifs civils comme militaires ont tenté de puiser dans sa légende les fondements de leur légitimité. Ils l'ont simplement utilisé comme un tremplin sur lequel ils se sont positionnés pour renverser le cours de l'histoire nationale en ramenant le pays à l'ère des empires cultivant un charisme anachronique. Tel fut le cas de l'Empereur Bokassa 1^{er}. Les régimes se succèdent mais sont en panne d'innovation dans les offres politiques et sont peu aptes dans une situation nationale de pénurie créative d'outils stratégiques à mettre le système de gestion des biens publics sur les rails de l'efficacité, de la qualité et de la performance.

Les facteurs de cette panne d'innovation sont perceptibles dans les discours inchangés du leadership politique depuis plus de cinq décennies d'indépendance. Ces discours sont articulés autour des promesses moins pertinentes et le plus souvent non tenues. Les visions et stratégies de la classe politique ne permettent pas d'attaquer à la racine les préoccupations nationales urgentes et géopolitiques de la nation avec efficacité et réalisme.

Les initiatives politiques passées et actuelles se font dans la continuité de la dépendance de la puissance tutélaire de la France et dans un processus de vassalisation de l'Etat centrafricain à l'égard du pouvoir tchadien. Cette vassalisation de l'Etat et du pouvoir a commencé avec le Général François BOZIZE dès sa prise du pouvoir le 15 mars 2003. Elle s'est accentuée sous la présidence de Michel DJOTODIA avec les forces coalisées et vassalisées de la Séléka.

Les risques de déstabilisation du pays sont aujourd'hui énormes et aux effets polarisants susceptibles de compromettre pour longtemps l'avenir de la société centrafricaine si elles ne sont pas abordées avec un regard percutant dans l'objectif d'explorer des pistes nouvelles de réflexion et de réponses originales à ce mal centrafricain dont les causes premières sont à

rechercher dans l'émergence des défis identitaires et sécessionnistes, la déliquescence de l'Etat et du système de sécurité et la crise de moralisation de la vie publique dans les partis politiques, la faible capacité nationale de relèvement post-conflit au sortir des élections, conséquence de la non capitalisation des acquis des multiples missions onusiennes de paix et de sécurisation.

1.2. Le contexte socio-économique

Sur le plan social, le paysage social du pays est aujourd'hui marqué par des contre-performances de développement humain, conséquence directe d'une gestion prédatrice des deniers publics par les différents gouvernements. La RCA est un pays pauvre, fortement endetté et peu attirant pour les bailleurs de fonds depuis la fin des années 1990. Au terme de cette décennie émaillée par des turbulences socio-économiques, on retrouve l'administration centrafricaine avec non seulement les faiblesses qui l'ont toujours caractérisée, mais dans un état de quasi-inertie dû au paiement irrégulier des salaires, à l'insuffisance des locaux et mobiliers en grandes parties détruits lors des événements politico-militaires, à la démotivation du personnel et à une forte corruption.

Le sous-développement de la RCA est, de fait, manifeste. En 2012, le pays se situait au 180^e rang de l'Indice de développement Humain (IDH) calculé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'appauvrissement extrême est le corollaire de la situation de crise permanente qui s'est installée en Centrafrique. L'histoire récente de ce pays peut même être décrite comme étant l'histoire de la frustration d'un peuple. Le mélange explosif des inégalités sociales et de la mal-gouvernance (déficit d'éducation de masse, désorganisation des forces de sécurité, gouvernance du pays à vue) a généré un sentiment profond de frustration qui est, sans aucun doute, la marque de la crise centrafricaine.

Une « frustration de classe » au sens où la société centrafricaine s'est trouvée peu à peu divisée entre une majorité pauvre, non éduquée, empêchée d'accéder à la Fonction Publique (restée le principal employeur de Centrafrique) et une élite médiocre, corrompue et déconsidérée aux yeux de la population par son usage désastreux du pouvoir. Une frustration génératrice de retentissements, d'abord intra-centrafricains, ayant conduit à l'effondrement des solidarités et des alliances traditionnelles, familiales, culturelles ou religieuses et ayant trouvé un exutoire dans les cycles de violences extrêmes produites et reproduites désormais sur plusieurs générations en Centrafrique.

Le contexte social de vie des populations centrafricaines est le reflet des crises politiques et économiques de gouvernance, les multiples revendications syndicales couplées à de longues périodes de grève dans les secteurs publics et privés, les mutineries militaires et coups d'Etat, etc. Tous ces événements malheureux cycliquement vécus ont fini par faire de la ville de Bangui, un espace d'expression des tensions sociales, de violences et rivalités se construisant à travers les partis politiques et les organisations de la société civile. Les crises politiques et économiques ont fragilisé l'Etat et poussé les populations urbaines et rurales à se communaliser à travers des formes nouvelles de solidarité citoyenne et religieuse avec la prolifération des mouvements religieux qui tendent à reprendre la place face à la déliquescence de l'Etat.

Les convoitises multiformes pour le contrôle de ces ressources continuent de l'immerger dans des processus de transitions politiques se faisant le plus souvent dans la négation des principes démocratiques d'alternance. Les nombreux gouvernements de transition régulièrement mis en place au lendemain des coups d'Etat ou en faveur des négociations et médiations internationales pour la paix n'ont pas permis de remettre la RCA sur le chemin de gestion maîtrisée des défis de changement et de la performance. Les périodes de transition ouvrent souvent des moments de surenchères politiques. Elles offrent des occasions aux leaders politiques de se refaire le poids physique après de longues années de galère économique, de renouveler la garde-robe vieillissante, etc.

Le sous-développement de la République Centrafricaine et les performances de son économie sont imputables aux contraintes de toutes sortes : naturelles, conjoncturelles, structurelles, internes, anciennes ou nouvelles, notamment celles qui ont jalonné son parcours tout au long de la décennie écoulée. Elles sont tellement nombreuses qu'il serait fastidieux de prétendre les répertorier toutes dans le cadre de ce travail. Il importe cependant de cerner les contraintes majeures qui se sont révélées de véritables goulots d'étranglement au cours des années précédentes, dont certaines proviennent des troubles que le pays a connus.

Sur le plan économique, la République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du continent africain. Le visage de l'économie nationale est marqué par la prédominance du secteur primaire (51 %). Le secteur tertiaire représente 33 % et le secondaire 16 %. Le secteur de l'industrie a été grandement touché par les crises politiques avec les premiers pillages de 1979 suite à la chute du régime impérial de Bokassa. Ces pillages se sont poursuivis avec les transitions politiques nées en faveur des différents coups d'Etat. Les mesures et programmes

d'investissement mis en place n'ont pas produit les effets escomptés en termes d'emplois rémunérateurs pour les jeunes.

La situation politique et sociale dans le pays n'est pas de nature à favoriser la croissance économique. Elle contribue plutôt à la dégradation des ressources naturelles. Celles-ci sont soumises à un système de prélèvement assimilable à une prédation organisée et soutenue par les autorités politiques au pouvoir. Les sous-secteurs forestiers et miniers de diamant et de l'or n'échappent pas à cette prédation. L'environnement des affaires est miné par la corruption, les tracasseries administratives et policières. Un tel contexte économique ne peut que contribuer à l'aggravation de la pauvreté économique et sociale des populations. Selon le rapport bilan du PNUD, plus de 70 % de Centrafricains vivent avec moins d'un dollar US par jour.

Aujourd'hui, plus de 20 % de la population courent le risque de la grande famine suite au déplacement de plus de la moitié de la population paysanne fuyant les exactions criminelles des rebelles de la « Séléka » dans les villages. Les régimes militaires et civils ont développé au fil des années une économie de prédation avec la complicité des puissances étrangères reléguant au second plan les intérêts directs du pays. L'apparition au plan intérieur du développement du phénomène de prédation dans l'économie centrafricaine a commencé avec l'arrivée au pouvoir du général André Kolingba et s'est amplifiée d'année en année.

Mais ce qui caractérise ce type d'économie, ce sont non seulement les acteurs en présence mais aussi les significations et formes de prédation. En Centrafrique, la forme endogène de la prédation est active et vécue. Ce type de prédation met en relation les gouvernés et les gouvernants dans un système à la fois endogène et exogène d'exploitation et de soumission. Les premiers considèrent le pays et ses ressources comme un butin fait à « *la guerre de libération* » à l'instar du coup d'Etat de 15 mars 2003 du Général François BOZIZE et ses troupes centrafricaines et tchadiennes.

Ce mode violent d'accession au pouvoir de l'Etat leur donne le droit de gérer la proie capturée qui est représentée par le pays et ses ressources forestières, minières ainsi que les divers taxes et impôts établis que doivent verser les citoyens. La forme endogène de la prédation n'est pas un accident ni un phénomène marginal. Elle est la résultante de l'extension de l'économie contemporaine marquée par des formes complexes d'alliance, les pays du nord et du sud aux intérêts partagés.

Les derniers évènements militaro-politiques avec leurs cortèges de pillage, de vols et de razzias menés par les mercenaires tchadiens et soudanais s'inscrivent dans cette dynamique. Ces prédations ont détruit le tissu économique et ont fait fuir du pays les investisseurs. Dans les régions intérieures, les populations paysannes ont été dépossédées de leurs outils de production. Nombreux éleveurs peuhls vivant dans les ZAGROP⁴ ont perdu une grande partie de leur cheptel bovin suite aux razzias répétés des rebelles de la Séléka et des « *Anti-Balaka* ». Les données statistiques des institutions humanitaires font état de plus d'un million de déplacés ruraux.

L'essentiel des ressources est généralement absorbé par les infrastructures économiques (52% en 1993 et 55% en 1994), suivies du développement rural, du secteur social et en dernière place le secteur industriel (0,7% en 1993). On notera à titre d'observations générales sur les finances publiques, que toutes les revues de dépenses effectuées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International depuis le début des années 1980, ont dressé à quelques exceptions près, les mêmes constats suivants :

- ✓ Les ressources budgétaires de l'Etat sont limitées et n'ont jamais dépassé 12% du PIB, alors que les dépenses publiques tournent toujours autour de 20% de ce PIB ;
- ✓ Plus de la moitié des ressources publiques vient de l'extérieur et intervient pour 95% des dépenses d'investissement des secteurs sociaux, environ 85% pour les transports et 82% pour le développement rural ;
- ✓ Les dépenses effectuées sur les ressources propres pour les secteurs sociaux (3,8% du PIB) et les infrastructures sont insuffisantes et non conformes aux priorités retenues.

Ainsi, l'arrière-fond de cette tension économique aigüe que connaît la RCA, depuis plus de 30 ans, est la misère qui se traduit par des conditions de vie précaire des populations rurales et des fonctionnaires urbaines. Plus de moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Toutes les tentatives de développement du milieu rural au travers des cultures de rente ont échoué, souvent les paysans ne récupèrent même pas les sommes investies dans les intrants agricoles. Plusieurs récoltent du coton, du café et du tabac (principales cultures de rente), ne sont enlevées qu'en partie pendant de nombreuses années, fautes d'infrastructures routières et en raison des sévices des pirates de route et de braconniers, et d'occupation de certaines régions par des rebelles.

⁴ Zones Agro-pastorales

2. Un désordre né de la porosité des frontières

Les frontières actuelles de la République Centrafricaine datent de septembre 1939. Elles dessinent un territoire artificiellement forgé, faiblement peuplé de groupes humains très divers, parfois très réduit en nombre et souvent répartis de part et d'autre des frontières du pays.

Au moment de l'indépendance et jusqu'à ce jour, la frontière de l'Est avec le Soudan et le Sud-Soudan n'existe que sur le papier et est extrêmement poreuse. De Birao (au nord-est) à Bamhouti (au Sud-est) séparées par près de 2 000 kilomètres, n'existent ni piste ni route. Les populations sont absentes de cette région frontalière avec les deux soudans, sans aucun poste frontière, sans aucune délimitation concrète⁵.

Le contrôle des frontières est un attribut de la souveraineté et l'avenir de l'Etat en dépend entièrement. Pour autant la délimitation des frontières de l'Etat n'a suscité aucune réaction particulière du peuple centrafricain et n'a soulevé aucune polémique des politiques. Le territoire centrafricain est le résultat d'une négociation entre Britanniques, Allemands et les agents de l'Etat du roi belge. Ces frontières, ainsi délimitées, sont restées presque immuables. La conquête des frontières n'a pas été un enjeu central en République Centrafricaine.

Les frontières en Afrique centrale ont fait l'objet de la Convention germano-britannique du 14 août 1893. La frontière entre le Soudan et la RCA a été fixée par un Accord du 14 juin 1898 passé entre l'Angleterre et l'Egypte. La France l'a accepté le 10 janvier 1924 ; le Soudan et la RCA ont signé le 25 mai 1966 un communiqué conjoint qui accepte cette frontière. La frontière entre le Cameroun et la RCA a été fixée par Convention du 15 mars 1874 signée entre la France et l'Allemagne. La frontière entre le Tchad et la RCA a été unilatéralement fixée par la France le 8 avril 1858. Il n'y a pas d'accord sur la frontière entre la République du Congo (Brazzaville) et la RCA. Toutefois, la France s'en charge. La frontière entre la République Démocratique du Congo (ex Zaïre) et la RCA a été fixée par la Conférence de Berlin de 1885. Avec le nouveau Soudan du Sud, les autorités centrafricaines ont gardé une position mitigée.

Mais, au de-là de ce constat, on peut relever que l'exercice du pouvoir n'a pas vraiment contribué à la stabilisation politique et territoriale en République centrafricaine. Sous l'effet des flux des marchandises et des personnes, la question du respect des frontières connaît une nouvelle actualité. Car dans quelques régions frontalières de la République Centrafricaine, des

⁵ Ce qui laisse la possibilité aux braconniers venus du Soudan et aux bandits de toutes provenances (comme aujourd'hui les Ougandais de la LRA) d'y séjourner en toute tranquillité.

bandes armées transmigrantes n'ont cessé de se former et sont en quête d'opportunité et de prédation. Traversant des frontières libres de surveillance, elles s'agrègent et se reforment sans cesse en fonction des circonstances tactiques et perdurent grâce à la libre circulation qui caractérise les zones grises du pays. Ainsi, la *Lord Resistance Army* (LRA), de l'Ouganda, a traversé tout le Sud-Soudan pour s'infiltrer dans l'Ouest de la République Centrafricaine. Le lien direct entre absence de contrôle frontalier sur les personnes et guerre est bien réel. La République Centrafricaine n'a aucun contrôle sur ses frontières. Les conflits sont nés des fractures du système local où le territoire et les frontières de l'Etat sont les plus fragiles. En conséquence, l'extrême porosité des frontières autorise un approvisionnement continu des belligérants en armes et permet aux milices de demeurer pleinement opérationnelles.

Dans leur ensemble, les frontières de la République Centrafricaine sont mal ou faiblement contrôlées notamment du fait du manque d'infrastructures techniques et de ressources humaines. La situation a même empiré en raison d'un appauvrissement de l'effectif des agents de la police des frontières. A l'indigence des postes de contrôle, s'ajoute le découragement des agents des services de sécurité. Ces derniers sont généralement mal payés et se sentent isolés ou abandonnés sans moyen de travail adéquat et sans véritable protection face aux attaques des criminels et des trafiquants transfrontaliers. Les mesures de sécurité instaurées le long des frontières de la République Centrafricaine sont donc à améliorer car, en l'absence d'une présence de l'autorité de l'Etat, les citoyens sont obligés de gérer eux-mêmes la sécurité de leurs communautés. Le marquage matériel des frontières n'existe pratiquement plus. Par ailleurs, la zone frontalière de l'Etat centrafricain est extrêmement étendue et son contrôle coûteux. On note aussi que ces longues frontières sont d'accès difficiles. Une vue d'ensemble du territoire révèle des infrastructures routières totalement impraticables. Les routes bitumées sont rares et elles desservent très peu les frontières.

L'incapacité de l'Etat Centrafricain d'assurer une surveillance effective de ses frontières territoriales, aboutit à des solutions en marge de la légalité. Régions périphériques, les zones frontalières insuffisamment contrôlées finissent par donner naissance à un monde avec ses propres règles et ses lois. Elles ont tendance à se transformer en zones de non-droit quand l'Etat y est absent ou insuffisamment efficace. Elles facilitent des déplacements guidés par des habitants qui connaissent les terroirs, les caches et les refuges. Les frontières deviennent ainsi un terrain idéal pour les criminels qui les passent facilement. L'instabilité politique, la misère, la mauvaise gestion et la corruption détournent les agents de l'Etat de leur mission. Tant que

séviront ces fléaux, la République Centrafricaine n'aura pas compris la nécessité d'une frontière.

Le contrôle des frontières de la République Centrafricaine exige des moyens humains, matériels et financiers importants qui sont à vrai dire hors de portée. La coopération interétatique est donc nécessaire pour la sécurisation efficace des frontières. Dans le cadre de cette coopération, deux niveaux sont possibles : d'une part, sur le plan national, la République Centrafricaine devrait renforcer le contrôle aux frontières par une présence effective et adéquate des forces de douanes et de sécurité.

D'autre part, sur le plan sous régional, les Etats peuvent harmoniser les législations en ce qui concerne le contrôle des zones frontalières et la punition des infractions douanières et transfrontalières. La sécurisation frontalière implique donc un renforcement du contrôle des mouvements de marchandises et surtout des personnes. Ainsi, la réforme du secteur de la sécurité demeure embryonnaire, il est nécessaire que les nouvelles autorités de la République centrafricaine enclenchent un processus de consolidation.

3. Les facteurs de conflits transfrontaliers

Les territoires dont il est question en géopolitique sont le plus souvent ceux des États et chacun d'eux représente un *ensemble spatial* dont la superficie est délimitée par une frontière officiellement définie et reconnue par les autres États. Ces frontières, même celles qui suivent en partie des ensembles naturels (fleuves, chaînes de montagnes ou ensembles littoraux), résultent de rapports de force plus ou moins anciens entre les États car il n'y a pas véritablement de « *frontières naturelles* » bien que l'expression soit souvent utilisée comme argument de revendications. Les ensembles spatiaux que sont les États comprennent des subdivisions administratives, ou des *sous-ensembles* culturels ou linguistiques, dont les significations géopolitiques sont importantes, car leurs limites ne correspondent pas forcément à celles de l'État, ce qui peut avoir dans certaines situations, des conséquences géopolitiques importantes.

Les réseaux sont un autre type d'ensemble spatial, certains sont faciles à cartographier, comme les réseaux fluviaux ou ferroviaires. Ce sont des ensembles spatiaux linéaires caractérisés par leur longueur et la hiérarchie de leur organisation : lignes principales, lignes secondaires ; il existe d'autres réseaux qui peuvent quadriller un territoire sans matérialisation, à l'image d'un réseau bancaire ; ils sont eux aussi hiérarchisés. Ces réseaux multiples (grand commerce,

réseaux des affaires et des banques ou des lignes aériennes) se sont étendus au-delà des limites de l'ensemble spatial de leur État d'origine et ont pris une importance de plus en plus grande.

Il existe également un autre type de réseau très important en géopolitique, ce sont les réseaux clandestins. Ceux-ci peuvent mettre en péril un État, voire plusieurs, et conduire à des affrontements de grande envergure. Parmi les plus célèbres et les plus menaçants aujourd'hui, on trouve les réseaux terroristes « *Boko-Haram* ». Outre les réseaux terroristes internationaux, ces réseaux clandestins alimentent les rivalités de pouvoir sur certaines portions de territoires entre les appareils d'État et ceux, par exemple, des mafias. L'usage du terme s'est généralisé pour désigner les réseaux internationaux des trafiquants de drogue ou les circuits de prostitution, dont l'influence géopolitique n'est pas négligeable. Ces réseaux sont de surcroît rivaux et leurs cartes sont changeantes, au fur et à mesure des rivalités et de la répression par des forces officielles.

Qu'il s'agisse de l'édification d'un Empire mondial, de la préservation de l'État-nation ou de l'affirmation des droits de propriété individuels, la cartographie est d'abord un outil pour marquer un territoire ou les velléités qu'on en a. Tous les éléments de la cartographie peuvent laisser penser que la carte fait montre d'objectivité, surtout quand elle est légitimée par des institutions. Mais la carte est une représentation, elle n'est pas un objet neutre, c'est une image de la réalité, elle est subjective et dépend forcément des choix de son auteur. C'est aussi un outil d'action et d'aide à la décision. En cela, les cartes sont précieuses dans l'analyse géopolitique pour éclairer la complexité des enjeux sur un territoire.

En dépit de la normalisation progressive de la situation sécuritaire dans certains pays voisins dont la plupart ont connu des conflits armés, la Centrafrique à cause de la porosité de ses frontières, continue de subir les effets néfastes de la prolifération et de la circulation illicite d'armes de guerre.

En terme de prévention des conflits et surtout de recrutement des enfants par les forces et groupes armés en Centrafrique et la sous-région, la coopération interétatique doit être plus efficace et s'accompagner d'initiatives nombreuses visant, non seulement à la paix et à la sécurité, mais aussi à la stabilité de la sous-région lui permettant d'émerger dans le futur en tant que tel. Plusieurs domaines d'intérêt et d'action commune ont déjà été trouvés : l'engagement pour la protection du patrimoine forestier d'Afrique Centrale (le bassin du Congo), pour la défense du bassin du Nil, le développement durable des ressources halieutiques, la lutte contre

le réchauffement climatique par les Etats membres de la CEEAC et de la CIRGL. Sujets d'autant plus sensibles que l'eau et les forêts sont d'une importance capitale en Afrique Centrale.

Ces deux initiatives, purement régionales, bien que bénéficiant du soutien financier de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD), par leur caractère spontané, pragmatique et communautaire, peuvent peut-être permettre de rapprocher les Etats au point de leur faire envisager un jour de mettre un terme aux conflits qui les déchirent. Ce modèle de coopération pourrait contribuer au développement de la paix et de la sécurité dans la sous-région, et contribuer aussi à la prévention et à la réduction des risques de recrutement d'enfants par les forces et groupes armés.

CONCLUSION

Il est incontestable aujourd'hui que la paix demeure le préalable à tous les agendas. C'est dire que l'appropriation et la sécurisation des espaces de la République Centrafricaine doivent devenir davantage une des préoccupations les plus nobles.

La crise en Centrafrique semble être la résultante, entre autres, des différentes crises de la sous-région. D'après Roland Marchal, chercheur au CNRS, « *la RCA doit être vue comme la périphérie des périphéries car elle hérite des conséquences de la mauvaise gestion des conflits dans les pays voisins : l'interminable guerre du Darfour, le mécontentement croissant dans le sud du Tchad, le déversement de « Boko Haram » dans le nord du Cameroun et l'instabilité chronique dans l'Est de la RDC* » (Roland Marchal, 2014). Les conflits en RCA se sont enrichis des expériences mais aussi de la participation de certains acteurs des pays voisins qui ont changé la nature du conflit.

En dépit de tout cela, le pays cherche à emprunter le chemin de la reconstruction et de la réconciliation nationale dans un contexte post-conflit. On comprend donc qu'avec tous ces événements qui ont jalonné son histoire, la RCA apparaît à nos yeux comme un pays qui peut se servir de son expérience passée et présente pour lancer la réflexion sur la pensée stratégique. Après avoir symbolisé la paix pendant des décennies, le pays a été le théâtre de nombreuses crises ces dernières années.

Pour donner corps à la pensée stratégique, la RCA se doit de mettre en place un cadre institutionnel adéquat dans lequel il évoluera. Il est question ici de stimuler la création d'une commission multipartite en matière de sécurité le long des frontières avec les Etats voisins. Cependant, en face des différentes situations qui sont à la base des climats de tension entre les Etats, persuadés par leur rapprochement, leur passé commun et leur intérêt à vivre ensemble, il serait judicieux que les gouvernements de ces pays mettent en place un pacte commun.

A cet effet, pour régler des conflits dont la tendance est à la propagation transnationale, la situation étatique est limitée. Elle n'est guère pertinente parce que, paradoxalement, les forces armées nationales censées assurer la pacification intérieure sont trop souvent des forces d'insécurité et de guerre. En revanche, l'existence des foyers d'insécurité menaçant de déborder les frontières est une incitation très forte à répondre à ces menaces par des processus de coopération renforcées, lesquels seraient susceptibles ultérieurement, d'avoir d'heureux effets sur le plan des échanges économiques. Dans cet élan des choses, la paix et la sécurité collective sont un défi majeur qu'il convient absolument de relever.

Rentrant dans le cadre de la politique préventive, la coopération en tant qu'instrument des relations internationales se concrétise nécessairement par des accords librement négociés. Les accords sont donc la manifestation de la volonté de ces Etats à être liés par certaines obligations. Ils sont une configuration adaptée aux phénomènes évalués.

La situation d'insécurité qui prévaut en RCA et les pays voisins, la présence des bandes armées hostiles aux gouvernements de ces pays le long des frontières communes nécessite d'organiser des visites conjointes dans les sites d'hébergement et, d'entretenir des relations concrètes et efficaces dans le cadre du recensement rapide des candidats au rapatriement volontaire. Les Etats doivent s'engager à promouvoir l'échange d'information et à faciliter les contacts de travail, entre eux, dans la gestion des problèmes soit des réfugiés que des déplacés de guerre. Ils doivent par-là approfondir les relations d'assistance mutuelle et d'organiser des visites d'inspection conjointe des sites des réfugiés et des déplacés de guerre. Il n'y a rien de plus satisfaisant que de maîtriser la sécurité au niveau des frontières. Si la République Centrafricaine pouvait prendre cela au profit, la situation du pays de demain serait meilleure.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BRUNSCHWIG (H), 1971 : *Le partage de l'Afrique*, Flammarion, Paris, 177 pages.
- CELLERIER (P), 1961 : *Géopolitique et Géostratégie*, PUF, 371 pages.
- DAUDET (D), 1974 : *La politique extérieure de la République Centrafricaine depuis 1966 : grandes lignes et illustrations*, ENAM, Bangui, 99 pages.
- FAOUZI KILEMBE, 2014 : *Assurer la sécurité en République Centrafricaine, mission impossible ?* Friedrich ElbertStifung, Yaoundé, 36 pages.
- KALK (P), 1959 : *Réalités Oubanguiennes*, Collection Monde-Mer, Paris, Berger-Levrault, 159 pages.
- KALK (P), 1974 : *Histoire de la République Centrafricaine*, Editions Berger-Levrault, 341 pages.
- LASSERE (G), 1962 : *La Coopération*, PUF, Paris, 378 pages.
- MARA (JP), 2009 : *Oser les changements : cas de Centrafrique*, L'Harmattan, Paris, 150 pages.
- ROPIVIA (ML), 1971 : *Géopolitique et l'Intégration en Afrique Noire*, L'Harmattan, Paris, 236 pages.
- YOMBANDJE (FE), 2011 : *Proposition pour sortir de la crise Centrafricaine*, L'Harmattan, Paris, 224 pages.